

Groupe Hospitalier Public du Sud de l'Oise

LETTRE DE CONSULTATION

Transport des transplantateurs avec ou sans le(s) organe(s)

Date et heure limites de réception des offres :

Vendredi 26 Septembre 2025 à 12h00

Table des matières

1	OBJET, TYPE ET DUREE DU MARCHÉ	3
1.1	OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2	FORME DE LA CONSULTATION	3
1.3	DURÉE D'EXECUTION DU MARCHÉ DE DELAI D'EXECUTION	3
2	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	3
2.1	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	3
3	DECOMPOSITION ET FORME DU MARCHÉ.....	4
3.1	ALLOTISSEMENT.....	4
3.2	DECOMPOSITION DU MARCHÉ EN TRANCHES	4
3.3	VARIANTES	4
3.4	MODALITES D'EXECUTION ET DESCRIPTION DES PRESTATIONS	4
3.5	CONDITIONS D'EXECUTION	5
3.6	ENGAGEMENT DES PARTIES	5
4	GARANTIE ET ASSURANCE	5
4.1	ASSURANCE	5
5	PRIX.....	6
5.1	FORME DE PRIX.....	6
5.2	DELAIS DE PAIEMENT.....	6
5.3	DEMANDE DE PAIEMENT	6
6	DELAIS-PENALITES	7
7	COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	7
8	OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION ET MODALITES D'ECHANGE	7
9	CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES	8
	MODALITES DE REMISE DE L'OFFRE PAR ECHANGE ELECTRONIQUE SUR LA PLATE-FORME DE DEMATERIALISATION	8
10	PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	8
11	VISITE	10
12	VALIDITE DES OFFRES	10
13	CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES	10
14	MODIFICATION NON SUBSTANTIELLE.....	10
15	NEGOCIATION	10
16	NOTIFICATION	11
17	RESILIATION	11
18	RECOURS	11
19	DEROGATION AU CCAG	11

1 OBJET, TYPE ET DUREE DU MARCHE

1.1 Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la prestation de transport des personnes transplantés avec ou sans les organes pour le GHPSO.

1.2 Forme de la consultation

Le présent marché public est passé sans publicité ni mise en concurrence préalable en application de l'article R2122.8 du code de la commande publique.

Numéro de référence attribué à la consultation par la personne publique : **S250892**

1.3 Durée d'exécution du marché de délai d'exécution

Durée du marché :

Le présent marché est prévu pour une durée de 27 mois à compter du 01/10/2025 soit jusqu'au 31/12/2027.

2 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

2.1 Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché, par ordre de priorité décroissante, sont les suivantes :

Pièces particulières

- L'acte d'engagement et le BPU
- La présente lettre de consultation
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) FCS en vigueur
- L'offre technique du titulaire (comprenant une fiche contact notamment)

La signature de l'acte d'engagement vaut acceptation de l'ensemble des pièces constitutives du présent marché public.

Les pièces énumérées ci-dessus sont celles en vigueur au premier jour du mois qui précède la date limite de réception des offres.

Le titulaire devra transmettre tout justificatif pouvant stipuler qu'il est en droit de transporter des personnes au regard de la réglementation en vigueur.

Cette liste n'est pas exhaustive.

3 DECOMPOSITION ET FORME DU MARCHÉ

3.1 Allotissement

La présente consultation est composée d'un lot unique car son objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

3.2 Décomposition du marché en tranches

Sans objet.

3.3 Variantes

Les variantes sont-elles autorisées ☐ oui ☒ non

Prestations supplémentaires ☐ oui ☒ non

3.4 Modalités d'exécution et description des prestations

Dans le cadre du transport d'organes, est assuré le transport des personnes transplanteurs d'organes ainsi que leur matériel, le cas échéant.

Les transports se font de l'aéroport vers le GHPSO et inversement. Le titulaire devra déposer l'équipe de transplanteur à l'accueil des Urgences du GHPSO **Site de Creil**.

Selon le besoin il est possible que l'aller et/ou le retour vers l'aéroport soit réalisé à vide, soit sans l'équipe de transplanteurs.

Le transport sera entre 0 et 4 personnes, ainsi le titulaire devra disposer d'un véhicule pour 5 personnes.

Le transport pourra faire l'objet d'un accompagnement par une escorte (de Police ou de Gendarmerie) selon le degré de l'urgence relative au transport d'organe. Dans ce cas le titulaire en sera informé par l'équipe PMOT du GHPSO.

Le titulaire s'engage à répondre à la demande faite par l'équipe PMOT du GHPSO dans un délai de maximum de 30 minutes (ou dans un délai plus long qui sera communiqué au titulaire par l'équipe PMOT du GHPSO).

En effet, le temps est important et se doit d'être le plus court possible : entre le prélèvement du ou des organe(s) sur le donneur et la greffe sur le receveur.

Une fois que le titulaire aura amené l'équipe de transplanteurs au GHPSO, le titulaire doit se tenir prêt à ramener l'équipe des transplanteurs à l'aéroport car il pourra être appelé à tout moment par l'équipe PMOT du GHPSO.

Tout retard du titulaire impact les chances de réussite de la greffe.

Dans le laps de temps de l'intervention des personnes transplanteurs d'organes pour le prélèvement de l'organe, le titulaire tient une voiture avec chauffeur à disposition du GHPSO (de manière très exceptionnelle une seconde voiture avec chauffeur pourrait être demandée) pour **pouvoir immédiatement** faire repartir l'organe et les personnes transplanteurs d'organe vers l'aéroport une fois le prélèvement terminé.

Il est à préciser que généralement le transport des transplanteurs et d'organe(s) se fait de nuit.

PRIORITE DE LA DEMANDE

La priorité de la demande est spécifiée par le service lors de la demande ; le titulaire doit démarrer sa course au maximum 30 minutes après la demande du Service.

3.5 Conditions d'exécution

REGLE POUR LA DEMANDE DE COURSE :

Le service contactera le titulaire par téléphone afin de l'informer du besoin. Le titulaire transmettra une fiche contact qui permettra d'identifier le(s) interlocuteur(s). Puis, le service confirmera la course par mail au titulaire à l'adresse mail qui sera transmise dans la fiche contact.

3.6 Engagement des parties

Le présent marché public exprime l'intégralité des obligations des parties. Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le GHPSO et le titulaire préalablement à la signature du présent marché public.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au marché.

Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

4 GARANTIE ET ASSURANCE

4.1 Assurance

Le titulaire indique qu'il a souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle et s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché l'assurance en cause et à avertir le GHPSO de toute difficulté qui pourrait survenir.

Il doit en particulier veiller à ce que cette assurance couvre les dommages corporels et matériels que son personnel pourrait causer dans le cadre de l'exécution de la prestation. Cette garantie est illimitée pour les dommages corporels

A la demande du GHPSO, le titulaire sera tenu de produire l'attestation d'assurance.

5 PRIX

5.1 Forme de prix

Le présent marché public est passé comme suit :

Partie A : Prestations incluses dans le BPU

Le présent marché public est un accord-cadre à bon de commande lié au BPU en application des articles R2162-13 et R2162-14 du Code de la Commande Publique.

Partie B : Prestations non incluses dans le BPU – selon devis

Le présent marché est un accord- cadre mono-attributaire marchés subséquents lié à la demande de devis en application de l'article R2162-7 à R2162-12 du code de la commande publique et de l'article L2125-1 du Code de la commande publique.

Le marché subséquent se fera sous la forme d'un devis et d'un bon de commande (engagement du pouvoir adjudicateur)

Le prix du marché est ferme, sans révision de prix.

Le montant du présent marché ne pourra dépasser **40 000€ HT sur sa durée totale.**

5.2 Délais de paiement

Le délai de règlement des acomptes et du solde est de 50 jours à compter de la réception de la demande de paiement d'acomptes.

5.3 Demande de paiement

Le titulaire établira une facture par bon de commande.

La facture sera transmise sur la plateforme CHORUS PRO, le numéro de SIRET du GHPSO étant le 20002961900018.

La facture doit comporter les indications prévues par la réglementation de la Comptabilité Publique, et notamment les renseignements suivants :

- la référence du marché,
- le nom et l'adresse du créancier,

- le numéro du bon de commande,
- la date de réception,
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire,
- la date et le lieu de la course,
- les dates de début et fin de mission,
- le prix net HT,
- le prix net TTC.

Le paiement sera effectué selon les règles de la comptabilité publique par mandat administratif, dans un délai de 50 jours à réception de la facture.

Le GHPSO se réserve le droit de demander au titulaire toute pièce justificative nécessaire dans le cadre de la vérification des factures.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

6 DELAIS-PENALITES

Les pénalités de retard pour non-respect des délais et horaires de prise en charge pour une course acceptée seront pénalisées de la façon suivante :

- 100 € TTC par ½ heures de retard.

Le non-respect de la confidentialité / secret professionnel – droits des patients (intégrité physique, dignité, confort, ...) entraîne une pénalité de 5% sur le montant de la facture du transport concerné. Cette pénalité sera appliquée après réception et analyse des incidents relevés des équipes soignantes au cours d'un entretien avec le titulaire du marché et représentant de l'entreprise des transports concernée.

7 COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation des entreprises est composé des pièces suivantes :

- La présente lettre de Consultation
- L'Acte d'Engagement (AE) à compléter et à signer

8 OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION ET MODALITES D'ECHANGE

Le dossier de consultation est téléchargeable gratuitement sur la plate-forme l'adresse suivante :

www.marches-publics.gouv.fr

Le candidat est invité à s'inscrire sur la plate-forme afin d'être destinataire des éventuels avertissements de modification de la consultation. Il vérifiera le paramétrage de sa messagerie électronique afin de s'assurer de la bonne réception des messages de la plate-forme.

9 CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

Les offres doivent être remises avant la date indiquée sur la 1ère page de la lettre de consultation

Conformément aux articles R.2132.7, R2132.11 à R2132.13 du code de la commande publique en vigueur au 01/04/2019, la transmission des plis est obligatoirement par voie électronique. Par conséquent, la transmission par papier n'est pas autorisée.

Les candidatures et offres doivent être transmises par voie électronique par le biais de notre plateforme achat : www.marches-publics.gouv.fr

Modalités de remise de l'Offre par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence publique : cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde de la présente lettre de consultation
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient transmis après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 9 ci-dessous, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

10 PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

L'ensemble du dossier doit contenir :

Pièces relatives à la candidature :

- Lettre de candidature

Il est demandé d'utiliser le formulaire DC1, disponible en ligne à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Déclaration du candidat

Il est demandé d'utiliser le formulaire DC2, disponible en ligne à l'adresse suivant :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

- Un K-BIS datant de moins de 6 mois et éventuellement les délégations de pouvoir

- Un certificat d'assurance en responsabilité civile en lien avec l'objet du marché et en cours de validité

Pièces relatives à l'offre :

- **L'acte d'engagement** (A.E. – « ATTRI1 ») (daté et signé par les personnes habilitées à engager l'entreprise candidate) **et le BPU**
- **Un RIB**
- **Une présentation commerciale de l'offre technique du candidat**

Tous ces documents doivent être signés par la personne habilitée à engager la société et dont le nom sera mentionné dans les différentes rubriques. Ils doivent être en français ou traduit en français s'ils émanent d'une -autorité étrangère (loi n°94.665 du 4 mai 1994).

Le ou les candidats retenus devront fournir dans un délai de 5 jours les certificats délivrés par les organismes compétents (NOTI 1 et NOTI 2 ou 3666-1.2.3, URSSAFF).

* les formulaires DC1 et DC2 sont disponibles sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj>

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

Copie de sauvegarde

Conformément aux dispositions de l'article R.2132-11 du code de la commande publique et parallèlement à l'envoi électronique de leur dossier, les candidats peuvent faire parvenir une copie de sauvegarde, dans les conditions fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

La copie de sauvegarde peut être sur support physique électronique (Cd-rom, Dvd-rom, Clé USB), par voie électronique (arrêté du 14 avril 2023) ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention lisible « Copie de sauvegarde » à l'adresse suivante :

Groupe Hospitalier Public du Sud de l'Oise
Direction des Achats
Boulevard Laennec
60100 Creil

Elle comporte l'objet de la consultation et le nom de la société candidate / du groupement.

Cette copie doit parvenir dans les délais impartis pour la remise des offres. Il est rappelé que le « cachet de la Poste » ne fait pas foi en matière de contrats administratifs ayant pour objet l'exécution de travaux, la livraison de fournitures ou la prestation de services, avec une contrepartie économique constituée par un prix (article L112-1 du Code des relations entre le public et l'administration) : il est impératif de respecter le délai indiqué.

Conformément à l'arrêté précité, la copie de sauvegarde pourra être ouverte :
Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures et/ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée.

11 VISITE

Sans objet.

12 VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date de réception des offres

13 CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES

Marché sans concurrence sans publicité – pas de critères de jugement des offres

14 MODIFICATION NON SUBSTANTIELLE

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 2 jours avant la date limite de réception des offres, une demande via la plateforme PLACE

Une réponse sera alors adressée, par écrit via la plateforme acheteurs, à tous les candidats du lot de l'accord-cadre soumissionnaires au marché public, 4 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

15 NEGOCIATION

Après examen des offres, des négociations avec les candidats pourront avoir lieu. Elles seront conduites dans de strictes conditions d'égalité.

Le Pouvoir Adjudicateur éliminera les offres inappropriées, décidera s'il admet ou non les candidats ayant remis des offres irrégulières ou inacceptables, dans le respect du principe d'égalité de traitement entre les candidats puis engagera ou non les négociations avec l'ensemble des candidats sélectionnés.

Les candidats sont avertis que la négociation ne peut porter ni sur l'objet du marché, ni modifier Substantiellement les caractéristiques et les conditions d'exécution du marché tels qu'elles sont définies dans la lettre de consultation

À l'issue de ces négociations, il retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base des critères de choix des offres définis dans le présent règlement de la consultation

16 NOTIFICATION

Le soumissionnaire dont l'offre est retenue est informé par courrier sur le profil acheteur LA PLACE.

17 RESILIATION

Le marché public pourra être résilié dans les cas et selon les modalités décrites aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

18 RECOURS

Le droit applicable au présent marché est le droit français. Les tribunaux français seront compétents pour en régler les litiges.

Instance chargée des procédures de recours

TRIBUNAL ADMINISTRATIF

14 rue Lemer cier

80000 AMIENS

Tél. : 03-22-33-61-70

Organe chargé des procédures de médiation (le cas échéant)

Comité consultatif de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics

Préfecture de Meurthe et Moselle

1 rue Préfet Claude Erignac

54000 NANCY

Tél. : 03-83-34-26-26

19 DEROGATION AU CCAG

Il est dérogé au CCAG-FCS pour l'article suivant :

Nature de la dérogation	CCAP	CCAG FCS
Assurance	Article 4.2	Article 8